



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.870/4
du 10 mars 2021

advies 68.870/4
van 10 maart 2021

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
exécution de l'article 21,
alinéa 1 de la Nouvelle loi
communale et fixant les
conditions d'octroi des titres
honorifiques des mandataires
communaux'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'ter uitvoering van
artikel 21, eerste lid van de
Nieuwe gemeentewet en tot
vaststelling van de
voorwaarden voor de
toekenning van de eretitels aan
de gemeentelijke
mandatarissen'

Le 12 février 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant exécution de l'article 21, alinéa 1 de la Nouvelle loi communale et fixant les conditions d'octroi des titres honorifiques des mandataires communaux'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 mars 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 mars 2021.

*

Op 12 februari 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met werk en beroepsopleiding, digitalisering en de plaatselijke besturen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'ter uitvoering van artikel 21, eerste lid van de Nieuwe gemeentewet en tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de eretitels aan de gemeentelijke mandatarissen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 maart 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 maart 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Le test d'égalité des chances, requis par l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances' et par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté du 22 novembre 2018 portant exécution de cette ordonnance est visé à l'alinéa 3 du préambule. Cependant, le dossier à l'examen ne comporte pas une telle évaluation.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité préalable obligatoire ¹.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le texte en projet a pour objet d'exécuter l'article 21, alinéa 1^{er}, de la Nouvelle loi communale, tel qu'il a été remplacé par l'ordonnance du 17 juillet 2020 'modifiant la Nouvelle loi communale'.

Dans les travaux parlementaires, il se lit ce qui suit :

« Il s'agit de reprendre dans l'ordonnance les dispositions relatives aux titres honorifiques que le Gouvernement octroie au bourgmestre dans les conditions qu'il détermine et que le conseil communal décerne aux échevins dans les conditions qu'il détermine. Actuellement, cette matière est régie par la loi du 10 mars 1980 relative à l'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des conseils des centres publics d'aide sociale ou des anciennes commissions d'assistance publique et par l'arrêté royal du 30 septembre 1981 réglant les modalités d'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des conseils des centres publics d'aide sociale ou des anciennes commissions d'assistance publique. En raison de l'intégration de ces dispositions dans le présent projet, la loi précitée doit être abrogée et le Gouvernement adoptera un nouvel arrêté reprenant les modalités pratiques relatives à l'octroi de titre honorifique [...] » ².

Tel est l'objet de l'arrêté à l'examen.

¹ Voir, par exemple, l'avis n° 66.315/4 donné le 3 juillet 2019 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 juillet 2019 'listant les demandes de permis qui nécessitent l'avis du Maître architecte et déterminant les modalités de délivrance de cet avis', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66315.pdf>.

² *Doc. parl.*, Parl. Rég. Bxl-Cap., 2019-2020, n° A-145, spéc. p. 10.

Dans ce cadre, le projet appelle les observations suivantes :

– À l'article 2, dans la version française, et à l'article 12, il y a lieu d'adapter les références aux « centres publics d'aide sociale » et aux « commissions d'assistance publique » qui sont dénommés « centres publics d'action sociale » en application de la loi du 7 janvier 2002 'modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en vue de modifier la dénomination des centres publics d'aide sociale'. À cet égard, la question se pose de savoir pourquoi la prise en compte de l'exercice préalable de la fonction de président d'un centre public d'action sociale est prévue pour l'octroi du titre honorifique d'échevins (article 2, alinéa 3, du projet) mais non pour l'octroi du titre honorifique de bourgmestre (article 1^{er} du projet) ou de conseiller communal (article 3 du projet).

Le texte en projet, et en particulier l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, l'article 2, alinéa 3, et l'article 12, b), du projet, seront réexaminés et au besoin revus en conséquence.

– Le texte en projet ne tient plus compte, pour le calcul des délais d'exercice des fonctions pour pouvoir solliciter l'octroi du titre honorifique ³, de la période au cours de laquelle les élections communales font l'objet d'un recours devant le collège juridictionnel ⁴ ou devant le Conseil d'État ⁵.

L'auteur du texte vérifiera si telle est bien son intention ⁶.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 21, alinéa 1^{er}, de la Nouvelle loi communale a été remplacé (et non modifié) par l'ordonnance du 17 juillet 2020. L'alinéa 1^{er} sera rédigé en ce sens.

2. La demande d'avis a été introduite en trente jours en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

L'alinéa 2 sera en conséquence rédigé comme suit :

« Vu l'avis 68.870/4 du Conseil d'État, donné le 10 mars 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ⁷.

³ Voir les articles 1^{er}, alinéa 3, 4, alinéa 3, et 5bis, alinéa 2, de la loi du 10 mars 1980 'relative à l'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des conseils des centres publics d'aide sociale ou des anciennes commissions d'assistance publique'.

⁴ Voir l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' et les articles 74 à 76 du Code électoral communal bruxellois.

⁵ Voir l'article 16, 1^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, et les articles 76bis et 77 du Code électoral communal bruxellois.

⁶ À comparer avec l'article 5 du projet qui reprend, pour le calcul des délais, les articles 1^{er}, alinéa 4, 4, alinéa 4, et 5bis, alinéa 3, de la loi du 10 mars 1980.

3. Les alinéas 2 et 3 seront permutés ⁸.

DISPOSITIF

Article 1^{er} (nouveau)

Le texte en projet, en ce qu'il énonce que « [l]'usage du masculin dans le présent arrêté est épïcène », constituera le premier article du projet, à insérer dans un nouveau chapitre 1^{er} qui en mentionnera l'objet spécifique.

Les articles et chapitres du texte en projet seront renumérotés en conséquence.

Article 1^{er}

Une de nouveautés du texte en projet concerne la possibilité d'octroi du titre honorifique au bourgmestre faisant fonction ⁹.

L'article 1^{er}, alinéas 1^{er} à 3, du projet prévoit ce qui suit :

« Le bourgmestre sortant de charge qui a exercé ses fonctions dans une même commune pendant au moins dix ans et dont la conduite a été irréprochable, peut solliciter du Gouvernement l'octroi du titre honorifique de ses fonctions.

Peut, de même, solliciter du Gouvernement l'octroi du titre honorifique de ses fonctions, le bourgmestre sortant de charge qui a exercé ses fonctions dans une même commune pendant au moins six ans et dont la conduite a été irréprochable, à condition qu'il ait exercé, dans cette même commune, préalablement à ses fonctions, une fonction d'échevin pendant au moins six ans ou un mandat de conseiller communal pendant au moins douze ans.

Peut également solliciter du Gouvernement l'octroi du titre de bourgmestre honoraire, l'échevin, dont la conduite a été irréprochable, ayant fait fonction de bourgmestre pendant au moins dix ans dans une même commune, en remplacement du bourgmestre empêché en application de l'article 14bis de la Nouvelle loi communale, à condition qu'il ait exercé, dans cette même commune, préalablement à cette fonction, une fonction d'échevin pendant au moins six ans ou un mandat de conseiller communal pendant au moins douze ans ».

Concernant les conditions d'octroi du titre honorifique de bourgmestre, le texte à l'examen instaure une différence de traitement entre le bourgmestre sortant de charge et l'échevin ayant fait fonction de bourgmestre.

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

⁸ *Ibidem*, recommandation n° 34, a).

⁹ Note aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, p. 1.

Pour l'échevin ayant fait fonction de bourgmestre, le texte en projet impose à la fois la condition de durée prévue à l'alinéa 1^{er} (c'est-à-dire avoir fait fonction de bourgmestre pendant au moins dix ans dans une même commune) et les conditions prévues à l'alinéa 2 pour un bourgmestre sortant de charge après six ans au minimum (c'est-à-dire avoir exercé, dans la même commune, préalablement à la fonction de bourgmestre f.f., une fonction d'échevin pendant au moins six ans ou un mandat de conseiller communal pendant au moins douze ans).

Il convient de pouvoir justifier cette différence de traitement au regard du principe d'égalité et de non-discrimination.

La disposition sera réexaminée et, le cas échéant, revue à la lumière de cette observation.

Article 7

1. L'alinéa 1^{er} prévoit, pour le port honorifique du titre de bourgmestre, des dispositions spécifiques liées à une fusion, une annexion ou une rectification des limites de communes.

La question se pose de savoir si les conditions prévues dans cette disposition pour être autorisé à porter le titre de bourgmestre honoraire ne mériteraient pas d'être harmonisées au regard du principe d'égalité et de non-discrimination avec celles prévues à l'article 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du projet.

2. Concernant l'alinéa 2, il est renvoyé à l'observation formulée à propos de l'article 1^{er}, alinéa 3, du projet.

Article 9

L'article 9 du projet, qui vise le cas d'application de l'article 7, a pour objet d'exiger de joindre à la demande d'octroi du titre de bourgmestre honoraire une copie des délibérations du conseil communal portant élection aux fonctions d'échevin.

Il y a lieu de viser également le cas d'application de l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, du projet.

L'article 9 du projet sera complété en ce sens.

Article 10

La seconde nouveauté du texte en projet concerne la possibilité pour les ayants cause, en cas de décès de l'intéressé, d'introduire la demande d'octroi du titre honorifique ou de marquer leur consentement lorsque la demande est introduite par le conseil communal¹⁰ (articles 1^{er}, alinéa 5, et 7, alinéa 4, du projet).

Par conséquent, il y a lieu d'ajouter dans l'article 10, 1°, du projet que l'administration communale joint à la demande d'octroi du titre de bourgmestre honoraire une attestation de l'accord de l'intéressé « ou de ses ayants cause ».

Articles 14 à 16

Les articles 14 à 16 du projet ne sont pas relatifs à la procédure d'octroi du titre honorifique ; ils contiennent en effet des dispositions finales.

Il convient dès lors de regrouper ces articles dans un chapitre 4 nouveau qui en mentionnera l'objet spécifique.

Article 14

Il n'y a pas lieu d'abroger l'arrêté royal du 30 septembre 1981 'régulant les modalités d'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, échevins et aux présidents des conseils des centres publics d'aide sociale ou des anciennes commissions d'assistance publique' en ce qui concerne les conseillers communaux puisque, en vertu de l'article 1^{er} de cet arrêté, celui-ci ne leur est pas applicable.

L'article 14 du projet sera revu en ce sens.

*

¹⁰ Note aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, p. 2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

In het derde lid van de aanhef wordt verwezen naar de gelijkekansentest, vereist bij artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 ‘tot invoering van de gelijkekansentest’ en bij artikel 1, § 1, van het besluit van 22 november 2018 dat strekt tot uitvoering van die ordonnantie. Het voorliggende dossier bevat echter geen dergelijke evaluatie.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit verplichte voorafgaande vormvereiste naar behoren wordt vervuld.¹

ALGEMENE OPMERKING

De ontworpen tekst strekt tot uitvoering van artikel 21, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet, zoals dat is vervangen bij de ordonnantie van 17 juli 2020 ‘tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet’.

In de parlementaire voorbereiding staat het volgende:

“Het gaat over het feit dat in de ordonnantie de bepalingen betreffende de eretitels worden opgenomen dat door de Regering wordt toegekend aan de burgemeester onder de voorwaarden die ze bepaalt en dat de gemeenteraad toekent aan de schepenen onder de voorwaarden die hij bepaalt. Momenteel wordt dit geregeld door de wet van 10 maart 1980 betreffende het verlenen van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, aan de schepenen en aan de raden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de gewezen commissies van openbare onderstand en door koninklijk besluit van 30 september 1981 tot regeling van de modaliteiten voor het verlenen van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, aan de schepenen en aan de voorzitters van de raden voor maatschappelijk welzijn of van de gewezen commissies van openbare onderstand. Door de opneming van deze bepalingen in dit ontwerp dient voormelde wet opgeheven te worden en dient er een nieuw besluit van de Regering te worden genomen die de praktische modaliteiten betreffende het verlenen van een eretitel bevat (...).”²

¹ Zie bijvoorbeeld advies 66.315/4, op 3 juli 2019 verstrekt over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 juli 2019 ‘met de lijst van de vergunningsaanvragen die het advies van de Bouwmeester vereisen en tot bepaling van de modaliteiten voor het uitbrengen van dit advies’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66315.pdf>.

² Parl.St. Br.Parl. 2019-20, nr. A-145, inz. 10.

Dat is de strekking van het voorliggende besluit.

In dat kader geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen:

– In de Franse tekst van artikel 2 en in artikel 12 dient, met toepassing van de wet van 7 januari 2002 ‘tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met het oog op een wijziging van de Franse benaming van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn’, de huidige benaming “centres publics d’action sociale” te worden gebruikt in plaats van “centres publics d’aide sociale” en “commissions d’assistance publique”. In dat verband rijst de vraag waarom de vroegere uitoefening van de functie van voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in aanmerking zou worden genomen voor de toekenning van de eretitel van schepen (artikel 2, derde lid, van het ontwerp) maar niet voor de toekenning van de eretitel van burgemeester (artikel 1 van het ontwerp) of van gemeenteraadslid (artikel 3 van het ontwerp).

De ontworpen tekst, in het bijzonder artikel 1, tweede en derde lid, artikel 2, derde lid, en artikel 12, b), van het ontwerp, moet opnieuw worden onderzocht en in voorkomend geval dienovereenkomstig worden herzien.

– Voor de berekening van de termijnen gedurende welke de functies uitgeoefend zijn waarvoor om de toekenning van een eretitel kan worden verzocht,³ wordt in de ontworpen tekst niet langer rekening gehouden met de periode waarin de gemeenteraadsverkiezingen het voorwerp uitmaken van een beroep voor het rechtscollege⁴ of voor de Raad van State.⁵

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat dit wel degelijk zijn bedoeling is.⁶

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Artikel 21, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet is vervangen (en niet gewijzigd) bij de ordonnantie van 17 juli 2020. Het eerste lid moet in die zin worden gesteld.

2. Er is om advies verzocht binnen een termijn van dertig dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973.

³ Zie de artikelen 1, derde lid, 4, derde lid, en 5bis, tweede lid, van de wet van 10 maart 1980 ‘betreffende het verlenen van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, aan de schepenen en aan de voorzitters van de raden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de gewezen commissies van openbare onderstand’.

⁴ Zie artikel 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ en de artikelen 74 tot 76 van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek.

⁵ Zie artikel 16, 1°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, en de artikelen 76bis en 77 van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek.

⁶ Vergelijk met artikel 5 van het ontwerp waarin, voor de berekening van de termijnen, de artikelen 1, vierde lid, 4, vierde lid, en 5bis, derde lid, van de wet van 10 maart 1980 worden overgenomen.

Het tweede lid moet bijgevolg worden gesteld als volgt:

“Gelet op advies 68.870/4 van de Raad van State, gegeven op 10 maart 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.⁷

3. Het tweede en het derde lid moeten onderling van plaats verwisselen.⁸

DISPOSITIEF

Artikel 1 (nieuw)

De ontworpen zin “Het gebruik van de mannelijke vorm in dit besluit is gemeenslachtig” moet artikel 1 van het ontwerp vormen en moet worden ondergebracht in een nieuw hoofdstuk 1 waarvan het opschrift de specifieke strekking ervan aangeeft.

De artikelen en hoofdstukken van de ontworpen tekst moeten dienovereenkomstig worden hernummerd.

Artikel 1

Een van de nieuwigheden van de ontworpen tekst betreft de mogelijke toekenning van een eretitel aan de waarnemend burgemeester.⁹

Artikel 1, eerste tot derde lid, van het ontwerp bepaalt:

“Een aftredend burgemeester die zijn ambt gedurende ten minste tien jaar in een zelfde gemeente heeft uitgeoefend en wiens gedrag onberispelijk is geweest, kan de Regering verzoeken hem de eretitel van zijn ambt te verlenen.

Evenzo kan een aftredend burgemeester die zijn ambt gedurende ten minste zes jaar in een zelfde gemeente heeft uitgeoefend en wiens gedrag onberispelijk is geweest, de Regering verzoeken hem de eretitel van zijn ambt te verlenen, op voorwaarde dat hij voor zijn ambt, in dezelfde gemeente gedurende ten minste zes jaar een schepenambt of twaalf jaar een mandaat van Gemeenteraadslid bekleed heeft.

Evenzo kan een aftredend schepen wiens gedrag onberispelijk is geweest en die het ambt van burgemeester gedurende ten minste tien jaar in een zelfde gemeente heeft uitgeoefend ter vervanging van de verhinderde burgemeester in uitvoering van artikel 14bis van de Nieuwe gemeentewet, de Regering verzoeken hem de titel van ereburgemeester te verlenen, op voorwaarde dat hij in dezelfde gemeente voorafgaandelijk aan dit ambt gedurende ten minste zes jaar het ambt van schepen heeft waargenomen of ten minste twaalf jaar een mandaat van gemeenteraadslid heeft bekleed.”

⁷ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

⁸ *Ibidem*, aanbeveling 34, a).

⁹ Nota aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, 1.

Wat de voorwaarden voor de toekenning van de eretitel van burgemeester betreft, voert de voorliggende tekst een verschil in behandeling in tussen de aftredende burgemeester en de schepen die het ambt van burgemeester heeft waargenomen.

Voor de schepen die het ambt van burgemeester heeft waargenomen, stelt de ontworpen tekst zowel de in het eerste lid bedoelde voorwaarde met betrekking tot de duur (namelijk gedurende minstens tien jaar het ambt van burgemeester uitgeoefend hebben in eenzelfde gemeente) als de in het tweede lid bedoelde voorwaarden voor een burgemeester die aftreedt na minstens zes jaar (namelijk in eenzelfde gemeente, vóór het ambt van waarnemend burgemeester, gedurende minstens zes jaar een functie van schepen of gedurende minstens twaalf jaar een mandaat van gemeenteraadslid hebben uitgeoefend).

Dat verschil in behandeling dient men te kunnen rechtvaardigen ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

De bepaling moet opnieuw worden onderzocht en in voorkomend geval worden herzien in het licht van deze opmerking.

Artikel 7

1. In het eerste lid wordt, voor het voeren van de eretitel van burgemeester, voorzien in specifieke bepalingen in verband met een samenvoeging, een aanhechting of een wijziging van de grenzen van gemeenten.

De vraag rijst of de in die bepaling opgenomen voorwaarden om de titel van ereburgemeester te mogen voeren, in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie niet in overeenstemming zouden moeten worden gebracht met de voorwaarden opgenomen in artikel 1, eerste en tweede lid, van het ontwerp.

2. Wat het tweede lid betreft, wordt verwezen naar de opmerking over artikel 1, derde lid, van het ontwerp.

Artikel 9

Artikel 9 van het ontwerp, betreffende het geval waarin artikel 7 wordt toegepast, schrijft voor dat bij het verzoek tot verlening van de titel van ereburgemeester een afschrift wordt gevoegd van de beslissingen van de gemeenteraad houdende verkiezing tot het ambt van schepen.

Er dient ook te worden verwezen naar het geval waarin artikel 1, tweede en derde lid, van het ontwerp wordt toegepast.

Artikel 9 van het ontwerp moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 10

De tweede nieuwigheid van de ontworpen tekst betreft de mogelijkheid voor de rechtsopvolgers om, in geval van overlijden van de betrokkene, een verzoek tot verlening van de eretitel in te dienen of hun toestemming te geven wanneer het verzoek wordt ingediend door de gemeenteraad¹⁰ (artikelen 1, vijfde lid, en 7, vierde lid, van het ontwerp).

Bijgevolg dient in artikel 10, 1°, van het ontwerp aanvullend te worden vermeld dat het gemeentebestuur bij het verzoek tot verlening van de titel van ereburgemeester een bewijs voegt van de toestemming van de betrokkene “of van zijn rechtsopvolgers”.

Artikelen 14 tot 16

De artikelen 14 tot 16 van het ontwerp hebben geen betrekking op de procedure voor de toekenning van de eretitel; ze bevatten namelijk slotbepalingen.

Die artikelen dienen dan ook te worden samengebracht in een nieuw hoofdstuk 4 waarvan het opschrift de specifieke strekking ervan aangeeft.

Artikel 14

Er is geen reden om het koninklijk besluit van 30 september 1981 ‘tot regeling van de modaliteiten voor het verlenen van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, aan de schepenen en aan de voorzitters van de raden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de gewezen commissies van openbare onderstand’ op te heffen voor wat de gemeenteraadsleden betreft, aangezien dat besluit krachtens zijn artikel 1 niet op hen van toepassing is.

Artikel 14 van het ontwerp moet in die zin worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

¹⁰ Nota aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, 2.